

Zoom sur

Infos

Du 09-11-2015 au 15-11-2015

Presse francophone

sources

infos

Leaders

07-11-2015

Les entreprises de presse en danger: Au nom de qui parlent les médias?

Si les journalistes tunisiens sont de plus en plus libres, les médias, déficitaires pour la plupart, risquent de devenir de moins en moins capables de défendre leur indépendance et de garantir leur pérennité. Pas d'entreprises de presse rentables et prospères, donc pas de journalisme de qualité et de pluralité d'opinions. Des entreprises suffisamment capitalisées, structurées autour d'organigrammes et de manuels de procédures précis, encourageant les talents et leur offrant rémunérations conséquentes et conditions de travail appropriées. Toute la problématique est là. Comment assurer cette rentabilité, comme pour toute autre entreprise ? Comment sauver les médias ?

La grande question est de savoir au nom de qui parlent les médias ? La réponse est, à première vue, évidente : de ceux qui les payent ! Les lecteurs (pour la presse écrite)? Ils sont de moins en moins nombreux et le prix du journal ne suffit plus à couvrir les frais du papier et de l'impression. Quant aux auditeurs et téléspectateurs, la redevance réglée avec la facture de la Steg ne bénéficie qu'aux médias publics, et demeure insuffisante. Les annonceurs? Il va falloir les chercher à la loupe, leurs budgets se rétrécissent. Les pouvoirs publics ? Aux abonnés absents? Les mécènes, y compris les promoteurs d'entreprises de presse et les actionnaires ? Merci de les signaler si vous en connaissez ? Reste alors les influenceurs entre partis politiques, corporations et lobbyistes. Alors, adieu la liberté de la presse et son indépendance, bonjour la propagande !

Qui se soucie encore de ce secteur économique et de ce levier de la culture et de la démocratie ? Encore moins l'Etat ! Le mal est profond. Etiolement du lectorat, fragmentation de l'audience, tarissement des investissements publicitaires, augmentation des charges et absence d'une aide de l'Etat ciblée et équitable assorties d'avantages fiscaux, en sont les principaux maux.

Un investissement très risqué

Investir aujourd'hui dans les médias, en garantissant l'indépendance, la liberté et le professionnalisme, s'avère une aventure risquée, bien plus que dans d'autres secteurs. L'embellie du 14 Janvier a donné espoir, laissant fleurir pas moins de 55

nouveaux titres de presse, entre quotidiens (2), hebdomadaires (31) et autres périodiques (55). Le tiers seulement parmi eux (31) continuent à paraître, cahin-caha. Le taux de mortalité est ainsi très élevé. Ceux qui restent en kiosque font de la résistance. A quel prix ?

Conséquence immédiate, réduction des effectifs journalistiques et de production de contenus permanents (et freinage des primes incitatives), voire licenciements, recours à des pigistes sans exigences rigoureuses et à des conditions précaires, compression drastique des charges, détérioration des conditions de travail et désorganisation des organigrammes et procédures.

Le premier à en pâtir, c'est le public qui n'arrive pas à bénéficier toujours et dans tous les médias d'informations, analyses et reportages de grande qualité. Mais aussi les journalistes qui sont frustrés de ne pouvoir exercer pleinement leur mission et faire valoir leurs talents. Et, en fin de boucle, les promoteurs d'entreprises de média qui ne récoltent pas un retour sur investissement significatif. Seuls risquent de se maintenir — mais jusqu'à quand ?— les médias bénéficiant d'un soutien financier occulte conséquent. A quel prix quant à leur indépendance ?

Leaders ouvre ce grand dossier en interrogeant patrons de presse, journalistes, syndicat des journalistes et Haica. Certains ont été réticents, d'autres ont bien voulu répondre à nos questions. Mais la plupart des patrons de presse ont souhaité rester discrets sur leurs indicateurs financiers et, pour la presse écrite, leur tirage.

Au premier plan des préoccupations figurent l'obsolescence de la réglementation en vigueur, l'inexistence d'une aide équitable de l'Etat à la presse, le tarissement des ressources publicitaires, l'inadéquation de la formation, les difficultés de la diffusion et l'organisation de la profession. Une question centrale se pose avec acuité : quel rôle joue le gouvernement dans la modernisation du secteur et son essor ?



09-11-2015

La manipulation du "religieux" par l'Occident et sa médiatisation calculée, selon Georges Corm

Auteur d'un livre référence-Le Proche-Orient éclaté-, le Libanais Georges Corm ressemble à une hirondelle dans la grisaille intellectuelle arabe. Quand des auteurs obsédés par les prix littéraires rabâchent ce que les fabricants de l'opinion sur "l'islam par qui le malheur arrive" ressassent, George Corm réfléchit "lourd" et s'efforce de comprendre et bien comprendre. Au risque de subir un embargo médiatique qui n'ose pas dire son nom.

Plus que jamais fécond, le politologue libanais a signé, en 2015, deux livres dignes d'intérêt : "Pour une lecture profane des conflits : sur le "retour du religieux"

dans les conflits contemporains du Moyen-Orient" et "Pensée et politique dans le monde arabe : contextes historiques et problématiques, XIXe siècles (La Découverte).

Georges Corm a résumé ses réflexions sur les conflits contemporains dans une remarquable interview au ["Monde des religions"](#). Le politologue libanais rappelle des vérités historiques que la littérature et le discours politique occidentaux s'efforcent d'évacuer du débat. L'auteur pointe -sans ambages - les causes de l'irruption de l'intégrisme et sa part dans les désordres du monde.

"L'organisation des Frères musulmans a été bien instrumentalisée afin de s'opposer à un panarabisme anti-impérialiste et tiers-mondiste qui entretenait des relations croissantes avec le bloc soviétique. Bien plus, l'instrumentalisation du religieux est devenue quasiment la politique officielle américaine pendant la Guerre froide.

Zbigniew Brzezinski, conseiller du président américain Jimmy Carter de 1977 à 1981, a décidé d'organiser la mobilisation religieuse contre l'URSS. Dans l'aberrante guerre d'Afghanistan, en 1979, l'Arabie saoudite a été appuyée et financée par les États-Unis pour entraîner des milliers de jeunes Arabes, qui partaient ensuite se battre en Afghanistan.

Al-Qaida est née à ce moment-là. Ces groupes de combattants ont ensuite été transportés en Bosnie, en Tchétchénie, aux Philippines, aujourd'hui dans le Xinjiang chinois... L'instrumentalisation de ces groupes mène à des organisations comme l'État islamique".

Georges Corm charge la classe politique, les politologues et les médias occidentaux et les accuse d'avoir "joué" la mise en avant des porteurs de l'intégrisme au détriment d'une majorité nourrie de l'islam authentique.

Exit la sociologie, parlons islam abstrait

"Les politologues occidentaux ont donné une crédibilité islamique à des gens comme Ibn Taymyya ou Sayyid Qutb, ainsi que Ben Laden et le soi-disant "État islamique ". Vouloir expliquer des phénomènes comme les attentats du 11 septembre 2001 ou celui de Charlie Hebdo par la religion musulmane ne fait qu'amplifier le malaise.

Les organisations terroristes doivent être considérées comme telles. Si vous mobilisez des savoirs soi-disant académiques pour justifier leurs actes par la théologie musulmane, vous jouez dans leur camp et renforcez leur crédibilité".

Et l'auteur libanais de placer - non sans ironie - une banderille dans le camp des publicitaires de l'intégrisme.

"S'est-on penché sur les textes marxistes pour expliquer les crimes d'Action directe, ou de la bande à Baader ou le goulag ? Chercherions-nous dans les Évangiles une justification des Croisades ou du génocide des Indiens d'Amérique ? Non."

Chose que les "intellectuels" arabes obsédés par les prix littéraires feignent d'oublier : l'Occident focalise sur l'actualité ténébreuse du monde musulman et passe sous silence la mouvance éclairée et elle est dense.

"Aujourd'hui, les médias et les chercheurs ne s'intéressent plus à la sociologie des sociétés arabes, turques, perses... Ils se consacrent à l'étude des réseaux islamistes. C'est un islam abstrait, une méga-identité qui ne veut rien dire mais sert à stimuler cette idéologie du conflit des civilisations".

Coup d'Etat culturel

La mise en avant des ténèbres et de l'archaïsme ne se limite pas au seul monde musulman. Au nom d'une stratégie mue par les intérêts géopolitiques, les mondes chrétien et juif n'y échappent pas.

Georges Corm s'en explique : "On retrouve le même type de crispation, en ce qui concerne le judaïsme. De très nombreux citoyens européens ou américains de confession juive n'approuvent pas la politique d'Israël. Des groupes de religieux, comme Neturei Karta, ne reconnaissent même pas la légitimité de l'État israélien. Mais ils sont totalement marginalisés dans les médias et la recherche académique".

Pis encore, le politologue libanais dénonce une autre manipulation de la mémoire : le passage de la notion d'Occident gréco-romain à la notion d'Occident judéo-chrétien. Il y voit un "coup d'État culturel".

Ce putsch singulier "n'a pas beaucoup de sens, car le christianisme s'est construit contre le judaïsme". Et Georges Corm d'estimer, au moyen d'un tacle appuyé, que "cette opération est destinée à réparer le traumatisme causé par l'Holocauste".

Tunisie: La HAICA critique l'exclusivité du direct octroyé à « Nessma »

La Haute Autorité Indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) a critiqué lundi l'octroi par la Présidence de la République à « Nessma TV » de l'exclusivité pour la couverture en direct de la cérémonie organisée à Carthage en l'honneur du quartet du dialogue national lauréat du Prix Nobel de la paix.

« C'est une violation des principes de la transparence et de la concurrence loyale entre les différents médias audiovisuels », a estimé la HAICA dans un

communiqué publié lundi. « Donner l'exclusivité de la transmission en direct à « Nessma TV » et demander à la télévision Tunisienne et aux autres chaînes de télévision de reprendre l'angle choisie par cette chaîne est une atteinte à la liberté et à l'indépendance de leurs lignes éditoriales », insiste l'Instance, mettant notamment en garde contre la marginalisation des médias publics.

La HAICA a aussi mis en garde contre « les dangers » de l'interférence du politique dans le travail médiatique rappelant les avis émis concernant l'appartenance du propriétaire de Nessama au mouvement Nidaa Tounes.

Pour sa part, la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH) a regretté ce qu'elle a qualifié de « favoritisme non justifié » pour « NessmaTV » qui a bénéficié de l'exclusivité de la diffusion en direct de la cérémonie dédiée aux lauréats du prix Nobel de la Paix.

La LTDH a qualifié cette décision d'« atteinte au droit d'accès à l'information », affirmant sa solidarité avec le Syndicat national des Journalistes Tunisiens dans son combat pour défendre la liberté d'expression et le droit d'accès à l'information.



09-11-2015

Tunisie – Médias: Le SNJT porte plainte contre BCE

Le syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) annonce, dans un communiqué publié, le lundi 09 novembre 2015, en marge des festivités de célébration du prix Nobel de la paix du quartet, qu'il conte porter plainte contre le président de la République pour abus de pouvoir et conflit d'intérêts, à cause de l'exclusivité accordée à la chaîne privée Nessma TV pour la couverture médiatique de [la cérémonie](#).

A rappeler que le SNJT s'est retiré de la cérémonie au palais de Carthage en signe de protestation.



09-11-2015

Le président iranien exige un menu halal et sans alcool, l'Elysée annule le déjeuner

"Un repas était envisagé mais il a capoté... Une belle occasion manquée", rapportent des sources issues des milieux d'affaires français et iraniens, citées par RTL.

Selon les informations de la radio RTL, un déjeuner qui devait avoir lieu à l'Elysée mi-novembre entre François Hollande et Hassan Rohani a été annulé en raison de la teneur du repas. Le président iranien aurait demandé un menu hala et sans alcool, ce que l'Elysée aurait refusé, en raison de la tradition républicaine.

"Un repas était envisagé mais il a capoté... Une belle occasion manquée", rapportent des sources issues des milieux d'affaires français et iraniens, citées par

RTL.
Pour éviter que ce léger différent ne prenne des allures d'incident diplomatique, l'Elysée aurait alors suggéré un petit-déjeuner, mais cette proposition a elle aussi été refusée par Téhéran, qui la jugeait trop mesquine, "Trop cheap".
En 2009, lors de la visite officielle du Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, un déjeuner à l'Elysée avait déjà dû être annulé à la dernière minute.



09-11-2015

Egypte. Le journaliste Hossam Bahgat libéré

C'est l'une des voix les plus courageuses de la presse égyptienne. Arrêté le 8 novembre et accusé de *"propagation de fausses nouvelles portant atteinte à la sécurité de l'Etat"*, il a été libéré le 10 novembre, mais les chefs d'accusation ne seraient pas encore levés.

Mardi 10 novembre, le journaliste Hossam Bahgat a été libéré après deux jours d'arrestation, relate le site égyptien Mada Masr. Mais il n'est pas certain que les charges pesant contre lui soit levées.

La veille, *"le procureur militaire avait ordonné le maintien de Hossam Bahgat en détention pendant quatre jours pour investigation"*, affirmait Mada Masr. Hossam Bahgat, 36 ans, est l'une des figures les plus en vue parmi les rares journalistes du pays qui osent encore s'exprimer à contre-courant de la propagande du régime.

Egalement militant des droits de l'homme, il avait été arrêté dans la matinée de dimanche 8 novembre. Il est accusé de *"propagation de fausses nouvelles portant atteinte à la sécurité de l'Etat"*. Il risque désormais un procès devant un tribunal militaire.

Dans son dernier article avant son arrestation, il s'était moqué de ce qu'on pouvait lire dans la presse égyptienne à propos du crash de l'avion russe le 31 octobre dernier dans le Sinaï, qui a fait 224 morts.



11-11-2015

Algérie : des scandales de pédophilie éclaboussent des écoles coraniques

Après les scandales en chaîne qui ont ébranlé l'Eglise catholique, c'est au tour des écoles coraniques en Algérie d'être éclaboussées par des affaires de mœurs sordides.

La pédophilie, cette atteinte innommable à l'intégrité de l'enfance, s'immisce dans des enceintes que l'on croyait immunisées contre ce mal, et après les scandales en chaîne qui ont ébranlé l'Eglise catholique, c'est au tour des écoles coraniques

en Algérie d'être éclaboussées par des affaires de mœurs sordides. L'impensable s'est produit là où il était inconcevable qu'il survienne, et au cours de ces derniers mois, plusieurs cas d'agressions sexuelles sur mineurs ont traumatisé l'opinion algérienne.

Derrière les murs protégés, ou supposés l'être, des sanctuaires de la foi, certains imams abusent de leur pouvoir pour assouvir des pulsions criminelles, à l'instar de cet enseignant coranique de la mosquée de la commune de Boudjebha-El-Bordj, près de Sidi Bel-Abbès, qui vient d'être condamné à 10 ans de prison ferme pour abus sexuel sur un garçonnet de 6 ans.

Considérant que cet enseignant, qui a fait subir un calvaire à son jeune élève, a gravement déshonoré sa fonction et l'islam, la religion dont il était censé prêcher la bonne parole et inculquer les grands préceptes, le tribunal de Sidi Bel-Abbès a voulu faire un exemple.

Les faits étaient effectivement accablants pour l'accusé qui, non content d'avoir enfermé sa proie innocente dans la classe pour se livrer à un viol caractérisé, a également menacé l'enfant si jamais il en parlait à sa famille. Mais ce dernier a puisé en lui le courage nécessaire pour tout révéler à ses parents, un médecin confirmant l'agression sexuelle dont il avait été victime.

Sensibilisée à ce phénomène très alarmant, l'association Djazairouna a brisé le tabou, et la chape de plomb du silence qui l'entoure, pour enquêter en 2010 sur ces crimes abominables. Le fruit de son investigation sur 431 écoles coraniques a jeté une lumière crue sur une réalité honteuse : dans la seule wilaya de Blida, 28% des enfants, inscrits dans des écoles coraniques, avaient subi des attouchements sexuels.



11-11-2015

Tunisie - Article 230: Des organisations saluent la libération de Marwen, mais "la guerre est encore longue"

La libération sous caution du jeune étudiant condamné à un an de prison ferme pour pratiques homosexuelles a fait renaître l'espoir quant à l'éventualité d'une issue positive de son procès en appel.

Condamné sur la base de l'article 230 du Code pénal, après avoir subi un test anal, Marwen a été remis en liberté jeudi contre le versement d'une caution de 500 dinars, dans l'attente de la prochaine audience qui devrait avoir lieu le 10

décembre.

"Evidemment qu'on est content de la mise en liberté de Marwen, c'est une lueur d'espoir pour la suite du procès mais qu'en-est-il des centaines d'autres qui croupissent en prison pour leur orientation sexuelle ou qui risquent de l'être?", c'est par cette appel à la vigilance que Ahmed Ben Amor, vice-président de l'association Shams pour la dépénalisation de l'homosexualité commente la libération sous caution de Marwen.

"Une bonne nouvelle dans un océan d'injustices"

"Ce n'est qu'une bataille de gagnée, la guerre est encore longue. Notre but ultime reste l'abrogation de l'article 230 du code pénal", a déclaré au *HuffPost Tunisie* Yamina Thabet, présidente de l'Association Tunisienne de Soutien des Minorités.

Marwen a été libéré après l'examen de sa situation sociale par le juge: "On a tenu compte du fait qu'il était étudiant et qu'il avait des examens à passer ce mois-ci", a affirmé au *HuffPost Tunisie* Fadoua Brahem.

"Marwen l'a échappé belle: il est étudiant. S'il avait été chômeur on le maintiendrait en prison", ironise Yamina Thabet, avant de renchérir que "la justice tunisienne ne résonne pas en terme de dignité humaine, d'égalité indépendamment de la condition sociale de l'accusé. C'est révoltant."

"La libération sous caution n'est pas une faveur du juge"

L'article 230 du code pénal prévoit une peine de trois ans d'emprisonnement pour pratiques homosexuelles. Ainsi, il est classé comme un délit (peine inférieure à 5 ans d'emprisonnement).

"La libération sous caution est faisable pour les délits d'autant plus qu'il n'y a aucune menace à l'ordre public qui justifierait son maintien en prison, contrairement à des crimes passibles de cinq ans de prison ou plus. Ce n'est pas une faveur du juge, même si généralement on n'active pas ces dispositifs juridiques et on préfère maintenir les condamnés en prison", a déclaré au *HuffPost Tunisie* Wahid Ferchichi, juriste et président de l'Association de défense des libertés individuelles.

Le juge a-t-il réagi positivement à la campagne pour la libération de Marwen, comme prétendent les associations de défense des personnes LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuel(le)s et Transgenres)?

"C'est très plausible", a ajouté Wahid Ferchichi. "L'article 53 du code pénal donne un pouvoir discrétionnaire au juge pour tenir compte de la situation de l'inculpé en

vue d'une libération provisoire", a-t-il précisé.

Appel à la vigilance

Les associations semblent conscientes de la nécessité de ne pas baisser la garde. Un front d'associations LGBT a en ce sens récemment été créé. Il réunit plusieurs associations oeuvrant en la matière afin d'examiner les actions à venir pour abolir l'article 230 du Code pénal, selon Amed Ben Amor, de l'association "Shams".

"La vigilance s'impose. Le cas de Marwen est un exemple des injustices que subissent les homosexuels en Tunisie. Il reste un parmi tant d'autres. La campagne menée pour la libération de Marwen a été utile. Elle a permis une prise de conscience du fait que ces gens existent, qu'ils sont Tunisiens, qu'ils devraient jouir de tous leurs droits constitutionnels, du respect de leur vie privée, de l'inviolabilité de leur intégrité physique et morale. On n'est plus dans le déni, c'est déjà ça!", explique Yamina Thabet.

La liberté de Marwen n'est qu'une liberté provisoire en attendant son procès en appel. "D'ici là, il faut maintenir la pression, le juge peut au pire confirmer le jugement rendu en première instance ou alors le condamner à un mois de prison symbolique. Une condamnation malgré tout, l'article 230 du code pénal serait ainsi toujours applicable", avertit Wahid Ferchichi.



10-11-2015

Tunisie - Bourde à l'ARP: Les députés récitent la "fatiha" à la mémoire d'une militante algérienne toujours en vie

Lors de la séance plénière ce mardi à l'Assemblée des Représentants du Peuple, la députée du parti islamiste Ennahdha, Yamina Zoghلامي a demandé à Abdelfatah Mourou, vice-président de l'ARP, et président de la séance de lire la "Fatiha" à la mémoire de la "regrettée" et "défunte" militante algérienne Djamila Bouhired.

Sauf que cet après-midi, quelle ne fut pas la surprise du Vice-Président de l'ARP de voir une notification de l'Ambassade d'Algérie en Tunisie lui parvenir, lui rappelant que Djamila Bouhired est bel et bien vivante.

"On vient d'être informé par l'ambassade algérienne qu'elle est en vie. (...) Madame Zoghلامي, tu as tué cette femme et nous avons lu la fatiha alors qu'elle encore en vie!", s'exclame-t-il, d'après la bande sonore mise en ligne par la radio privée Jawhara FM.

Le responsable ne cache pas son embarras. "Qu'est-ce qu'on fait de la fatiha

maintenant?", s'interroge-t-il, avant de sermonner la députée. "Vérifiez avant de nous demander de réciter la fatiha", insiste-t-il.

Née à Alger en 1935 d'un père algérien et d'une mère tunisienne, Djamilia Bouhired était une militante du Front de Libération National Algérien durant la guerre d'Algérie. Arrêtée, torturée et condamnée à mort, elle est finalement libérée et graciée en 1962 après une campagne médiatique internationale menée par Jacques Vergès, qu'elle épousera trois années plus tard.

Le Monde.fr

12-11-2015

L'actrice Loubna Abidar : « Pourquoi j'ai décidé de quitter le Maroc »

Après des petits rôles au théâtre et dans des films commerciaux, j'ai obtenu le premier rôle dans le long-métrage *Much Loved*, de Nabil Ayouch. C'était le plus beau jour de ma vie, car j'allais pouvoir travailler avec un réalisateur talentueux et internationalement reconnu, et parce que j'allais donner la parole à toutes celles avec lesquelles j'avais grandi : ces petites filles des quartiers qui n'apprennent ni à lire ni à écrire, mais auxquelles on dit sans cesse qu'un jour elles rencontreront un homme riche qui les emmènera loin... Dès 14-15 ans, elles sortent tous les soirs dans le but de le trouver. Un jour, elles réalisent qu'elles sont devenues des prostituées.

Dans ce film, j'ai mis toute mon âme et toute ma force de travail, portée par Nabil Ayouch et mes partenaires de jeu. Le film a été sélectionné à Cannes. J'y étais, c'était magique. Mais dès le lendemain de sa présentation, un mouvement de haine a démarré au Maroc. Un ministre qui n'avait pas vu le film a décidé de l'interdire avant même que la production ne demande l'autorisation de le diffuser. *Much Loved* dérangeait, parce qu'il parlait de la prostitution, officiellement interdite au Maroc, parce qu'il donnait la parole à ces femmes qui ne l'ont jamais. Les autorités ont déclaré que le film donnait une image dégradante de la femme marocaine, alors que ses héroïnes débordent de vie, de combativité, d'amitié Lire notre récit : [Loubna Abidar, agressée, accusée](#)

Campagne de haine

Et une campagne de détestation s'est répandue sur les réseaux sociaux et dans la population. Personne n'avait encore vu le film au Maroc, et il était déjà devenu le sujet numéro un de toutes les discussions. La violence augmentait de jour en jour, à l'encontre de Nabil « le juif » (sa mère est une juive tunisienne) et à mon encontre. Je dérangeais à mon tour, parce que j'avais le premier rôle, parce que j'en étais fière, et parce que je prenais position ouvertement contre l'hypocrisie par des déclarations nombreuses.

Des messages de soutien et d'amour, j'en ai reçu des dizaines. Dans les pays d'Europe où le film est sorti et a connu un bel accueil (j'ai notamment obtenu le Prix de la meilleure actrice dans les deux festivals majeurs de films francophones, Angoulême en France et Namur en Belgique). Mais surtout, et c'était le plus important pour moi, au Maroc. Par des gens éclairés car ils sont nombreux. Et aussi par des prostituées qui ont enfin osé parler à visage découvert pour dire qu'elles se reconnaissaient dans le film.

Mais rien n'a calmé la haine contre moi. Sur Facebook et Twitter, mon nom est associé à celui de « *sale pute* » des milliers de fois par jour. Quand une fille se comporte mal, on lui dit « *tu finiras comme Abidar* ». Tous les jours, je lis que je suis la honte des femmes marocaines. Chaque semaine, je reçois des menaces de mort. J'ai encore des amis et des proches pour me soutenir, mais beaucoup se sont détournés de moi. Pendant des semaines, je ne suis pas sortie de chez moi, ou alors uniquement pour des courses rapides, cachée sous une burqa (quel paradoxe, me sentir protégée grâce à une burqa...).

Ces derniers jours, le temps passant, la tension me semblait retombée. Alors jeudi 5 novembre, le soir, je suis allée à Casablanca à visage découvert. J'y ai été agressée par trois jeunes hommes. J'étais dans la rue, ils étaient dans leur voiture, ils m'ont vue et reconnue, ils étaient saouls, ils m'ont fait monter dans leur véhicule, ils ont roulé pendant de très longues minutes et pendant ce temps ils m'ont frappée sur le corps et au visage tout en m'insultant. J'ai eu de la chance, ce n'était « que » des jeunes enivrés qui voulaient s'amuser... D'autres auraient pu me tuer. La nuit a été terrible. Les médecins à qui je me suis adressée pour les secours et les policiers au commissariat se sont ri de moi, sous mes yeux. Je me suis sentie incroyablement seule... Un chirurgien esthétique a quand même accepté desaumer mon visage. Ma hantise était justement d'avoir été défigurée, de garder les traces de cette agression sur mon visage, de ne plus pouvoir faire mon métier...

Nabil Ayouch était là tout le temps pour me soutenir. J'ai fait des déclarations de colère que je regrette. Je ne savais plus où j'étais. Alors j'ai décidé de quitter le Maroc. C'est mon pays, je l'aime, j'y ai ma vie et ma fille, j'ai foi en ses forces vives, mais je ne veux plus vivre dans la peur. On s'attaque à moi pour un rôle que j'ai joué dans un film que les gens n'ont même pas vu. Une campagne de dénigrement légitimée par une interdiction de diffusion du film, alimentée par les conservateurs, nourrie par les réseaux sociaux si présents aujourd'hui... et qui continue de tourner en rond et dans la violence. Au fond, on m'insulte parce que je suis une femme libre. Et il y a une partie de la population, au Maroc, que les femmes libres dérangent, que les homosexuels dérangent, que les désirs de changement dérangent. Ce sont eux que je veux dénoncer aujourd'hui, et pas seulement les trois jeunes qui m'ont agressée...



10-11-2015

LA MAURITANIE DOIT LIBÉRER DEUX PRISONNIERS D'OPINION DÉTENUS DEPUIS UN AN

La Mauritanie doit immédiatement libérer deux militants anti-esclavagiste en prison depuis un an alors que l'état de santé de l'un d'eux s'est détérioré, ont déclaré aujourd'hui 17 organisations de défense des droits humains. Biram Dah Abeid – président de l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA-Mauritanie) – et Brahim Bilal Ramadane – vice-président du même mouvement – sont en prison depuis le 11 novembre 2014, condamnés pour appartenance à une organisation non reconnue, participation à une réunion non autorisée, non-respect des ordres de la police et rébellion. Les organisations signataires demandent leur libération immédiate et sans condition et l'abandon des charges retenues contre eux.

« La Mauritanie a voté, en août 2015, une nouvelle loi contre l'esclavage, considéré désormais comme un crime contre l'humanité. Malgré l'adoption de cette loi, les personnes pratiquant l'esclavage échappent encore à la justice et, paradoxalement, des militants anti-esclavagistes sont condamnés à des peines de prison ferme » a déclaré Gaëtan Mootoo, chercheur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest.

« La Mauritanie doit cesser de cibler les militants anti-esclavagistes condamnés uniquement pour leur participation à un rassemblement pacifique. »

Selon les informations reçues par les organisations signataires, Biram Ould Dah Abeid souffre d'une hernie discale, d'hypertension et de douleurs à l'abdomen. Il a été admis à l'hôpital d'Aleg le 25 août suite à des douleurs au dos et à la jambe. Le médecin chef de l'hôpital d'Aleg qui l'a examiné aurait indiqué qu'il devait être transféré de manière urgente vers l'hôpital de Nouakchott pour des analyses complémentaires. Les autorités mauritaniennes n'ont pas encore donné l'autorisation de ce transfert. Les organisations signataires demandent que Biram reçoive immédiatement les soins médicaux appropriés conformément aux normes internationales.

« Les lenteurs notées dans le transfert de Biram s'apparentent à un traitement

cruel, inhumain et dégradant. Le gouvernement sera tenu pour responsable de tout ce qui pourrait advenir à ce prisonnier d'opinion malade » indique Clément Boursin, Responsable des programmes Afrique à l'ACAT.

L'esclavage a été officiellement aboli en 1981 en Mauritanie et depuis 2007, sa pratique est reconnue comme un crime conformément au droit national. En août 2015, la Mauritanie a voté une nouvelle loi contre l'esclavage, considéré désormais comme un crime contre l'humanité. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel la Mauritanie est partie, proscrit l'esclavage également. Cependant, depuis 2010, si au moins 32 cas d'esclavage ont été présentés au procureur, la plupart de ces affaires sont soumises à de longs délais.

Les autorités mauritaniennes restreignent fréquemment la liberté d'expression des défenseurs et des organisations de défense de droits humains qui mènent campagne contre l'esclavage. Biram Dah Abeid, président de l'IRA-Mauritanie, a déjà été arrêté en 2010 et en 2012 pour avoir manifesté son opposition à l'esclavage.



12-11-2015

Tamazight officiellement enseignée dans les universités libyennes

Face à une forte demande dans les universités libyennes, le gouvernement aurait fait appel à des professeurs marocains pour enseigner la langue amazighe.

Selon le site Tamurt qui se réfère à la presse locale, la langue amazighe est enseignée depuis cette année dans le pays et l'engouement est tel que le pays a besoin d'enseignants pour dispenser des cours de l'amazigh dans les facultés, d'où l'appel à des professeurs marocains.

Dans le cas de l'université de Zouara par exemple, plusieurs centaines de bacheliers venus de tout le pays se sont inscrits cette année pour les cours de la langue amazighe.

Le but des autorités est de pouvoir dans les prochaines années utiliser cette langue dans toutes les institutions et les administrations et en faire la première langue du pays. On est bien loin du temps de Khaddafi commente le journal électronique marocain FIBLADI

مقالات باللغة العربية

المصدر

المقال



08-11-2015

هآرتس: "إسرائيل" تتاجر بجثث الشهداء

ترجمات عبرية-قدس الإخبارية: "بضاعة باردة مخزنة في غرف التبريد للشرطة الإسرائيلية وتنتظر أمر البيع، المشترون بالذات موجودون، ولكن البائعين مفزعون، فهم لن يسلموا البضاعة الا من تحت الطاولة، فقط شرط ألا تحدث البضاعة احتفالات"، بهذه الكلمات بدأت صحيفة "هآرتس" الإسرائيلية افتتاحيتها صباح اليوم في مقالة للكاتب والمحلل السياسي "تسفي برئيل".

يقول الكاتب: "من الواضح أن البضاعة – جثامين منفذي العمليات الفلسطينيين، تتطلب جنازة، وفي الجنازة هناك مشاركون مشحونون بمشاعر عاصفة تنفجر ضد من قتل منفذي العمليات وضد دولة "إسرائيل"، الانفجار الذي يحدث موجات غضب وكرهية إضافية، وكل هذه من شأنها "أن تمس بنسيج العلاقات الهادئة والساكن، الذي لولا الجثث لكان واصل الحياة بلا عراقيل".

وأضاف "حكومة إسرائيل، التي جعلت التحريض السبب الوحيد للثورة الفلسطينية وعمليات الافراد، ملزمة بأن تتمسك بموقفها المشوه، فليس للتحريض اي خلفية او علاقة تاريخية، وهو لا يستند الى حقيقة أو الى حقائق. هو أمر طبيعي، مثلما لا يوجد لمنفذي العمليات من الفلسطينيين قبل أن يصبحوا جثامين تفسير منطقي، ففي ظل وجود الاحتلال نهض الفلسطينيون ذات يوم، "وخلافا لكل التوقعات وكل التقديرات، بدأوا يقتلون اليهود".

وتابع "هم أفراد، ليسوا اعضاء في تنظيم بشكل عام، وهم لا يعلنون مسبقا اين ومتى سيهاجمون، لا ينطبق عليهم اي نموذج ولا يناسب أفعالهم اي وصف، انتفاضة الافراد، انتفاضة الأجواء، انتفاضة السكاكين، كيف بالضبط سنسمي هذا الإرهاب، إذ بدون تعريفات لا يمكن إعداد خطط عمل أو وصف الواقع".

وقال "برئيل": "وهذه المرة ايضا، امتشق التحريض كتفسير لكل ظاهرة، هو الذي يحرك المخربين، هو الذي يمنع المفاوضات السياسية، هو الذي يلغي وجود الشريك، بصفته المحرض الرئيس، وبالاساس – يمكن للتحريض ان يخفي تحت اكنافه وجود الاحتلال، ويعطل ذنبه، فليس

”الاحتلال هو المذنب بل المذنب هو التحريض عليه

وأضاف ”قبل وقت طويل من الانتفاضة الاولى، كانت هذه أعلام فلسطين، او الشعارات التي ترش على حيطان المباني، في حينه ايضا رأى الحكم العسكري في هذه المظاهر الخطيرة تهديدا استراتيجيا، وأجبر الأولاد على تسلق عواميد الكهرباء كي ينزلوا الأعلام، وأخرج الشيوخ من منازلهم في ظلمة الليل كي يحوا الشعارات، هذا التحريض انتهى، أما الاحتلال فاستمر كالمعتاد، إلى أن جاءت الانتفاضة الثانية التي استندت بالطبع الى التحريض فقط، ولم تكن ثورة ”ضد الاحتلال

وأوضح الكاتب ”الآن فهذه هي الشبكات الاجتماعية المذنبه في كل شيء، لو كان فقط ممكنا منع خدمات الانترنت وتصفية الشبكات الخلوية، لو كان فقط ممكنا منع ابو مازن من أن يتحدث عن الاحتلال وعن المستوطنات، لما كان السكان فكروا أو شعروا على الإطلاق بأن وضعهم سيء، لحظنا، تملك إسرائيل الآن السلاح المطلق: جثامين باردة ومهددة، جثامين محظور تحريرها لأن بيرويتها قد تشتعل نار تحرق كل المناطق، فالفلسطينيون يتفهمون قتل منفاذي العمليات، فالشهادة ”جزء من ثقافتهم، ولكن الجثامين؟ هذه قصة أخرى، يمكن هنا الضغط عليهم

وختم الكتاب بالقول ”إن هذا الذخر الأمني المحتجز في الثلجة يلقي بظلاله بالطبع على كل اعتبار أخلاقي؛ وكالمعتاد، كما يرافق كل فعل غير أخلاقي تعطيل أمني لا يمكن الصمود أمامه، كما ينبغي أن نشرح للمحرضين، ملزمون بأن يتمسكوا بقواعد لعب عادلة، الجثة مقابل الجثة، أو الجثة مقابل الهدوء، الأعلى فيما بينهما. هذه هي اللغة الوحيدة التي يفهمها الفلسطينيون. وهذه هي ”اللغة التي تتقنها إسرائيل بجهلها

تكريم وعرض فيلم ممنوع بتونس في مهرجان الأمازيغي بالمغرب

قام مهرجان إسني نورغ (التاج الذهبي) الدولي للفيلم الأمازيغي، المقام بمدينة أغادير -جنوب المغرب-، الخميس المنصرم، بتكريم فيلم "فاطمة 75" الممنوع من العرض في تونس لأكثر من 30 سنة، كما تم عرضه في فعاليات الدورة التاسعة للمهرجان

وقد تم تكريم الفيلم الممنوع، في شخص منتجته السينمائية والفاعلة الحقوقية والسياسية سلمة بكار، والذي اعتبرته اللجنة المنظمة للمهرجان أنه "كان ملهما لنضالات المرأة التونسية في سبيل "التحرر والمساواة، منذ ذلك الوقت إلى اليوم

وعن أسباب عرض الفيلم في المغرب، قال مدير مهرجان "إسني نورغ"، رشيد بوقسيم في ، إن "الثقافة الأمازيغية قبل ترسيمها كانت تتعرض للمنع والتمييز، "عربي 21" تصريح خاص لـ



07-11-2015

كما أن مجموعة من المبدعين تعرضوا للاعتقالات بسبب أعمالهم الفنية والسينمائية، ويأتي هذا
". التكريم ردا للاعتبار واعترافا بهؤلاء

وأضاف مدير المهرجان أن "المنتجة السينمائية سلمة بكار كانت من أوائل السينمائيين المدافعين
عن الأمازيغية في فترة الأربعينيات، ومن خلال دفاعها عن تونس المتعددة المتعايشة مع جميع
الثقافات، كما أن فيلمها "فاطمة 75" (باللهجة التونسية) عرض في عشرات الدول الأجنبية في
". حين منع داخل تونس

وتابع بوقسيم "التضامن مع الأعمال والنضالات مبني للذاتية من أجل المساواة والتعددية انطلاقا
من المرجعية الكونية لحقوق الإنسان، وسلمة بكار ناضلت من أجل أن يكون لأمازيغ تونس، حق
أصيل في البلد كما أنها كانت ضمن لجنة وضع الدستور التونسي بعد سقوط نظام زين العابدين
". بنعلي، وبالرغم من التضييق على موقفها فقد حققت مكسبا للأمازيغ في تونس

وعن ما ميز الدورة التاسعة للمهرجان، قال بوقسيم إنها "تأتي قبل العشرية الأولى للمهرجان، كما
أن إدارة الفعاليات انتقلت من إنتاج الأفلام التخيلية إلى تعليم الشباب صناعة الأفلام الوثائقية،
". وكيفية البحث عن دعم مادي لأعمالهم داخل المغرب وكذا خارجه

وأشار إلى أن "الفيلم الوثائقي فيه هامش الحرية أكثر من الفيلم التخيلي، بحكم أن المغرب مادة
خام يمكن من خلال الوثائقي التعريف به وتوثيق الذاكرة الجماعية لبعض المناطق التي تتعرض
". للتضييق والطمس

وقد توج بالجائزة الكبرى للمهرجان الدولي الأمازيغي في ختام دورته، فيلم "أسيكل" للمخرج
المغربي عزيز أوسايح، فيما حاز فيلم "صوت الصمت" من الجزائر على جائزة أحسن فيلم
قصير، أما جائزة أحسن فيلم وثائقي فكانت من نصيب "صوت النساء الأمازيغيات" لسفيان
عرايشي من المغرب

وتوج الفنان الجزائري الشريف أزرو بجائزة أحسن ممثل، عن دوره في فيلم "غناء الصرار"،
فيما كانت جائزة أحسن دور نسائي من نصيب الطفلة الجزائرية صبرين عن فيلم "تغرسني"
مناصفة مع خديجة أمزيان من المغرب، وحصل على جائزة أحسن سيناريو علي بركنو عن فيلم
". "غناء الصرار

فيما خصصت الجائزة الوطنية للثقافة الأمازيغية صنف الفيلم، والتي يمنحها المعهد الملكي للثقافة
الأمازيغية، بتنسيق مع جمعية إسني ورغ، للمخرج سعيد بلي عن فيلمه القصير "مول الديكالا"
". (صاحب الدراجة الهوائية

النيابة العسكرية تقرر حبس حسام بهجت ٤ أيام على ذمة التحقيق



10-11-2015

مُحدّث: قررت النيابة العسكرية حبس الزميل حسام بهجت أربعة أيام على ذمة التحقيقات، وعلم المحامون بالقرار صباح اليوم إلا أنهم لم يطلّعوا على مكان احتجازه بعد. وقضى بهجت ليلته أمس محتجزاً في انتظار قرار النيابة.

وأنتهت النيابة تحقيقها في ساعة متأخرة من مساء أمس، ووجهت إلى بهجت تهمة إذاعة أخبار كاذبة من شأنها إلحاق الضرر بالمصلحة الوطنية، ونشر معلومات تضر بالسلم العام، وهي الاتهامات الواردة في المادتين ١٠٢ مكرر و١٨٨ من قانون العقوبات. وحضر التحقيق عدد من المحامين من بينهم نجاد البرعي وخالد علي وهاجر أبو النصر وراجية عمران وحسن الأزهرى وعادل رمضان وهدى نصر الله وحليم حنيش. كما حضر محامي نقابة الصحفيين التحقيق بعد تكليفه من قبل مجلس النقابة.

وتضامنت عدد من المنظمات الدولية والمحلية مع بهجت من بينها «العفو الدولية» ولجنة حماية الصحفيين والمبادرة المصرية للحقوق الشخصية ومؤسسة حرية الفكر والتعبير والمركز المصري للحقوق الاقتصادية والاجتماعية.

كان حسام بهجت قد دخل إلى مبنى المخابرات الحربية، في ميدان رابعة العدوية (ميدان الشهيد هشام بركات حالياً) في التاسعة من صباح أمس، الأحد، وذلك بناء على استدعاء للحضور، وصله على مقر إقامته يوم الخميس الماضي. ولم يتضمن الاستدعاء أي أسباب.

ونشر بهجت عدة تحقيقات في "مدى مصر"، كان آخرها "تفاصيل المحاكمة العسكرية لضباط بالجيش بتهمة التخطيط لانقلاب"، والذي جاء بعد عدد من التحقيقات، أهمها "خلية عرب شركس": المحاكمة العسكرية شبه السرية لأنصار بيت المقدس"، و"من فك أسر الجهاديين؟! "، و"قصور آل مبارك"، و"ويكيليكس: كواليس إخراج نجل رئيس المخابرات السعودية من تحقيقات حسين سالم".

كما ينشر في "مدى مصر" باباً يومياً بعنوان "يوميات قارئ صحف".

آخر أخبار اليوم صحفيو تونس يُمنعون من دخول "قصر قرطاج" .. ونقابتهم

تقاضي السبسي

حالة من الغضب والاستياء سادت جموع الصحفيين التونسيين ومراسلي القنوات الأجنبية بعد قرار منعهم من دخول قصر قرطاج، لتغطية مراسم تكريم رئاسة الجمهورية للرباعي الراعي للحوار بعد منحهم جائزة نوبل للسلام، مقابل إسناد حقوق البث الحصري لقناة نسمة التونسية



09-11-2015

الخاصة التي عرف مالکها بانتمائه لحزب نداء تونس الحاكم، وسبق وأن أعلن دعمه الكامل للرئيس الباجي قائد السبسي إبان الانتخابات الرئاسية الماضية.

الصحفي ومراسل شبكة تلفزيون العربي الجديد وسام دعاسي، عبر عن رفضه لقرار المنع وتساءل في تدوينة له على فيسبوك قائلاً: "هل هذه هيئة دولة أم عودة لممارسات الماضي". وأضاف في تصريح لـ "هافينغتون بوست عربي": "قرار منعنا من تغطية نشاط رئاسي ليس الأول، فقد تم منعنا نهاية الشهر الماضي من تغطية السنة القضائية الجديدة التي حضر فيها الرئيس الباجي قائد السبسي بقصر العدالة بتونس".

ودعا دعاسي نقابة الصحفيين التونسيين إلى التحرك الفوري لوقف مثل هذه الممارسات مؤكداً أن خلية الاتصال برئاسة الجمهورية صارت تكتفي بإرسال بلاغات عامة بلغة خشبية للصحفيين في الوقت الذي كان يسمح للإعلاميين بتغطية كافة الفعاليات بعد الثورة.

نحو مقاضاة رئاسة الجمهورية

عضو المكتب التنفيذي للنقابة الوطنية للصحفيين التونسيين يوسف الوسلاطي أكد في تصريح لـ "هافينغتون بوست عربي"، على تلقي النقابة عديداً من الشكاوى الاثنيتين من صحفيي القنوات الخاصة والعمومية الذين تم منعهم من دخول القصر الرئاسي ومن تغطية حفل تكريم الرباعي الراعي للحوار الوطني.

واستنكر في ذات الوقت إسناد حقوق البث الحصري والإخراج التلفزيوني، لتظاهرة تعد وطنية، إلى قناة خاصة دوناً عن قنوات أخرى.

مضيفاً: "النقابة اعتبرت ذلك نوعاً من أنواع الفساد والمحابة ويفتقر لأدنى معايير الشفافية، وحين نربط هذا القرار بعلاقة صاحب القناة نبيل القروي مع الرئيس الباجي قائد السبسي الذي سبق وأن أعرب عن رغبته في أن يكون له دور سياسي في البلاد، ويطمح منذ مدة لنيل منصب سياسي، فالمسألة تكون واضحة وضوح الشمس".

الوسائل، أبدى استغرابه أيضاً من عدم إسناد حقوق بث حفل التكريم للقناة الوطنية الحكومية، وهي "قناة الشعب والدولة" على حد وصفه، وأكد أن النقابة بصدد التشاور مع المحامين بهدف إقامة دعوى ضد رئاسة الجمهورية.

مقاطعة حفل التكريم

وكانت نقابة الصحفيين قد أعلنت في بيان احتجاجي رسمي الاثنين، مقاطعتها للاحتفال بجائزة نوبل للسلام الذي نظّمته رئاسة الجمهورية احتجاجاً على ما اعتبرته "عدم احترام الصحفيين الذين أنجحوا مختلف مراحل الحوار الوطني، ومصادرة حقهم في ممارسة عملهم بالإضافة إلى الاعتداء السافر على الحق في المعلومة".

كما اعتبرت النقابة في ذات البيان حرمان الإعلام العمومي من تغطية الحدث "ضرباً سافراً لدور المرفق العمومي وعقبا للتلفزة العمومية على عدم انصياعها لسياسة رئيس الجمهورية خاصة مع تواتر معطيات عن غضب الرئيس الباجي قائد السبسي على أداء التلفزة التونسية".

الهايكا تندد

الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي البصري (الهايكا)، وهي مؤسسة دستورية مستقلة أوكلت لها مهام مراقبة مختلف أنشطة المؤسسات الإعلامية في تونس وإسناد الرخص وحقوق البث، بدورها عبرت عن استغرابها من قرار المنع واعتبرت ذلك "خرقاً لمبادئ الشفافية والمنافسة النزيهة بين مختلف منشآت الاتصال السمعي والبصري" وفق نص البيان.

كما حذرت من عدم السماح لسائر الصحفيين بالقيام بدورهم في التغطية والنقل بكل استقلالية معتبرة ذلك "مؤشراً خطيراً قد يؤدي إلى ضرب حرية العمل الصحفي واستقلاليتهم".

رئاسة الجمهورية توضح

وحول الانتقادات التي وجهت لرئاسة الجمهورية بإقصاء الصحفيين ومنعهم من تغطية حفل تكريم الرباعي الراعي للحوار، نفى الناطق الرسمي باسم الرئاسة معز السيناوي الأمر، معتبراً أن منح

قناة نسمة الخاصة حق البث الحصري للحفل عار من الصحة وإنما تعلق الأمر باعتماد الوسائل التقنية واللوجستية للقناة.

معتبراً في بيان تم نشره "أن البث كان مفتوحاً لكل وسائل الإعلام المرئية والمسموعة كما أن مؤسسة رئاسة الجمهورية يمكن لها أن تتكفل على غرار ما هو معمول به لدى العديد من المؤسسات السيادية في العالم بإنتاج مادة أخبارية في بعض المناسبات ووضعها على ذمة وسائل الإعلام الإذاعية والتلفزيونية".

مشروع قانون في المغرب يلغي جميع أشكال التمييز ضد المرأة بما فيها الإرث يثير جدلاً واسعاً

بين مؤيد ومعارض، تفاعل المغاربة بمختلف انتماءاتهم السياسية والاجتماعية مع صدور توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان، التي طالبت بضرورة إلغاء جميع أشكال التمييز ضد المرأة، بما فيها قضية الإرث.

المحامي والحقوقى المغربي مصطفى المانوزي اختار أن يعبر عن رأيه المناصر للمساواة في الإرث بطريقة أكثر فعالية، إذ أقدم على توثيق وصية تكفل تقسيم تركته على أبنائه وزوجته وبناته بالتساوي.

المانوزي، وفي حديث مع برنامج "عين على الديمقراطية"، الذي تبثه قناة "الحرّة" الأمريكية أكد أن مبادرته تأتي كرد ملموس على توصية المجلس الوطني لحقوق الإنسان، التي تطالب بالمساواة التامة بين النساء والرجال فيما يخص الإرث.

ويقول المانوزي إنه طلب من عدلين قضائيين تحرير "صدقة عمرية" (عقد ملكية في القانون المغربي) "لفائدة أبنائي وبناتي وزوجتي ووالدتي على قدم المساواة".

وأكد الحقوقى المغربي أنه يريد من هذه المبادرة أن "تكون قدوة لمحيطه وتمرينا على الإنصاف والعدالة النسبية".

وكان تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان قد حمل العديد من التوصيات أبرزها إحداث هيئة للمناصفة ومكافحة التمييز، والعمل على تعميم اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

واعتبر تقرير المجلس أن المقننات القانونية غير المتكافئة المنظمة للإرث، تساهم في الرفع من هشاشة وفقر الفتيات والنساء، وتتعارض مع مقننات الدستور المغربي الجديد، الذي يؤكد بشكل واضح على "ضرورة تحقيق مبدأ المناصفة بين المرأة والرجل".



05-11-2015

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



09-11-2015

القضاء البلجيكي يأمر فيسبوك بالكف عن تتبع غير المشتركين

أهلت محكمة بلجيكية شبكة التواصل الاجتماعي فيسبوك 48 ساعة للتوقف عن تتبع المقيمين في بلجيكا ممن هم ليسوا من المشتركين في خدماتها.

ما لبثت (cookie) وقالت فيسبوك إنها ستستأنف القرار، وإن الموضوع يتعلق ببصمة تعريف تستخدمها منذ سنوات خمس.

يذكر ان البصمة المذكورة يجري تحميلها عندما يزور مستخدم الانترنت أي صفحة في موقع فيسبوك حتى وان لم يكن من المشتركين في خدمة التواصل الاجتماعي.

ولكن المحكمة قالت إن فيسبوك ملزمة بالحصول على موافقة الشخص المعني على جمع المعلومات الخاصة به مسبقا.

وجاء في قرار الحكم "حكم القاضي بأن هذه معلومات شخصية لا يمكن لفيسبوك استخدامها ما لم يوافق على ذلك الشخص المعني بشكل صريح، كما ينص على ذلك قانون حماية الخصوصية البلجيكي".

وفي حالة امتناع فيسبوك عن الإذعان لقرار المحكمة، فقد تواجه غرامة قدرها ربع مليون يورو يوميا.

واضافت المحكمة أن مبالغ الغرامات ستحول الى مفوضية الخصوصية البلجيكية التي اقامت الدعوى القضائية على فيسبوك.

يذكر بصمات التعريف الالكترونية هي عبارة عن ملفات صغيرة تستشعر فيما اذا كان المستخدم قد زار الموقع من قبل، وتعلم الموقع بذلك.

وبامكان بصمات التعريف تتبع عدد من الفعاليات، مثل الوقت الذي تستغرق زيارة شخص ما الموقع، والمواد التي نقر عليها وفضلياته.

منذ أكثر من خمس سنوات من Datr وقال ناطق باسم فيسبوك "نحن نستخدم بصمة التعريف". أجل ضمان أمن الموقع لمستخدميه الـ 1,5 مليار حول العالم.

ومضى للقول "سنستأنف هذا الحكم ونعمل على التغلب على أي صعوبة قد يواجهها المستخدمون". في الوصول الى موقع فيسبوك في بلجيكا.

انتقاد دولي لسياسة استراليا حيال طالبي اللجوء



10-11-2015

استغل عدد كبير من الدول المراجعة الدورية التي يجريها مجلس حقوق الانسان التابع للامم المتحدة لسجلات الدول الاعضاء في مجال حقوق الانسان لتوجيه الانتقادات الى السياسات التي تنتهجها استراليا حيال طالبي اللجوء

وقالت الولايات المتحدة وبريطانيا وغيرهما إنه ينبغي على استراليا أن تكف عن اعادة الزوارق التي تقل المهاجرين الى الوجهات التي جاءت منها وأن تتوقف عن استخدام مراكز الاحتجاز النائية.

يذكر ان مجلس حقوق الانسان يجري مراجعة دورية لحالة حقوق الانسان في كل دولة كل 4 سنوات.

وتأتي الانتقادات لسجل استراليا عقب مقتل طالب لجوء حاول الهرب من مركز استرالي للاحتجاز يقع في احدى جزر المحيط الهندي النائية.

وانتقد ممثلو اكثر من 100 بلد السياسات الاسترالية خلال المراجعة، منهم ممثلو السويد والنرويج وكندا وفيجي وفرنسا وسويسرا

وقال مندوب تركيا "نشعر بالقلق حيال الحماية التي توفرها استراليا لحقوق المهاجرين، وعلى وجه الخصوص النسوة والاطفال في مراكز الاحتجاز النائية

أما المندوب الايراني، فعبّر عن "قلق بلاده العميق ازاء نظام الاحتجاز التعسفي المطبق بحق اللاجئين"

وقال مندوب السويد من جانبه إن استراليا هو البلد الوحيد في العالم الذي يسجل ويحتجز طالبي اللجوء خارج اراضيه

ولكن المسؤولين الاستراليين حاججوا بأن السياسات المثيرة للجدل التي تنتهجها حكومتهم "تسهم في انقاذ الارواح لأنها تنثني اللاجئين عن الابحار في مياه خطيرة وتسمح لاستراليا باستقبال المزيد منهم"

وكانت استراليا قد اعلنت مؤخرا أنها قدمت طلبا للانضمام الى مجلس حقوق الانسان

مقترح جديد لاستئناف تنفيذ عقوبة الإعدام بالحقن القاتلة في ولاية

كاليفورنيا

تقدمت سلطات السجون في ولاية كاليفورنيا بمقترح لاستخدام مادة واحدة في صنع الحقن المستخدمة في تنفيذ أحكام الإعدام، بدل ثلاث، بغرض استئناف تنفيذ أحكام العقوبة المتوقفة منذ عشر سنوات. وجاء تعطيل العمل بهذه العقوبة نتيجة اعتراض أحد المحكومين بالإعدام، الذي طعن في هذه الطريقة لما قد يتعرض له من آلام مبرحة

اقترحت سلطات السجون في كاليفورنيا طريقة جديدة للحقن القاتلة يمكن أن تؤدي إلى استئناف



07-11-2015

الإعدام في هذه الولاية الواقعة في الغرب الأمريكي، والمعطلة منذ عشر سنوات تنفيذ أحكام بسبب نزاع قضائي حولها.

ورفعت سلطات السجون الجمعة اقتراحا باستخدام مادة واحدة في تركيب الحقن القاتلة، على أن يجري اختيارها من بين أربع مواد مقترحة.

وكانت الحقن القاتلة حتى العام 2006 تتركب من ثلاث مواد، لكن أحد المحكومين نجح في تعليق الحكم قائلاً إن تنفيذه قد يعرضه لآلام مبرحة، وهو ما يتنافى مع الدستور.

ويوجد في كاليفورنيا حالياً 747 محكوماً بالإعدام. وفي حال إقرار اقتراح سلطات السجون، فقد يستأنف تنفيذ عقوبات الإعدام فيها.

لكن متحدثاً باسم سلطات الولاية قال لوكالة الأنباء الفرنسية إنه "من المبكر الحديث حالياً عن". استئناف تنفيذ الإعدام.

وكان إعدام شخص في ولاية أوكلاهوما العام 2014 أثار استياء وأعاد فتح النقاش حول الطرق المستخدمة في تنفيذ هذه العقوبة، بعدما عانى المحكومة من آلام مبرحة على مدى أربعين دقيقة قبل أن يفارق الحياة.

ومنذ مطلع السنة، نفذ حكم الإعدام بحق خمسة وعشرين شخصاً في عموم الولايات المتحدة، نصفهم في ولاية تكساس.

صدامات بين الشرطة ومؤيدي الهجرة حاولوا التصدي لمظاهرة مناوئة للمهاجرين في برلين

شهدت العاصمة الألمانية برلين صدامات بين عناصر الشرطة ناشطين خرجوا الى الشوارع التي تنتهجها حكومة المستشارية أنغيلا [سياسة الباب المفتوح](#) للتصدي لمسيرة احتجاجية ضد ميركل فيما يخص طالبي اللجوء.

واعتقل 40 شخصاً على الأقل، فيما أصيب شرطي واحد بجروح طفيفة حسبما قالت الشرطة.

واندلعت الاشتباكات عندما فرقت الشرطة اعتصاماً نظمته مؤيدو الهجرة الذين حاول بعضهم اقتحام الحواجز التي كانت تفصلهم عن المشاركين في المسيرة المناوئة للهجرة، كما تدخل رجال الشرطة لايقاف الاحتكاك بين الطرفين.

وقالت الشرطة إن نحو 5 آلاف شخص شاركوا في المسيرة المناهضة للهجرة والتي نظمها



07-11-2015

حزب "البديل لألمانيا" الشعبوي القومي المعادي للاتحاد الاوروبي تحت شعار "للجوء حدود - بطاقة حمراء لميركل"

وقالت بياتريكس فون ستورث، وهي احدى عضوات الحزب المذكور ونائبة في البرلمان "الأوروبي مخاطبة الجمع" تتظاهر اليوم ضد فوضى اللجوء التي تسببت بها أنغيلا ميركل ولوح المشاركون في المسيرة المناهضة للهجرة بالاعلام الألمانية وهتفوا "على ميركل أن ترحل"، و"خائنة الشعب"

وبلغ عدد المشاركين في المظاهرات المؤيدة للمهاجرين نحو 800 شخص، رغم توقع المنظمين بأن يشارك فيها عدة آلاف

ونشرت الشرطة حوالي 1100 من عناصرها في برلين لمنع اندلاع اشتباكات بين المجموعتين نتيجة موقفها المتعاطف مع اللاجئين الفارين من **تواجه رد فعل قوي** يذكر أن المستشار ميركل الحروب والاضطهاد، ولكن ألمانيا تواجه تدفقا غير مسبوق لهؤلاء الذين قد يتجاوز عددهم المليون هذه السنة



13-11-2015

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES APPELLE TOUS LES IMAMS À CONSACRER LE PRÊCHE DU VENDREDI À LA LUTTE CONTRE LE SUICIDE

Le ministère des Affaires religieuses a invité tous les imams prédicateurs à « consacrer aujourd'hui le prêché du vendredi à la question de la préservation de la vie humaine en islam et à la lutte contre le phénomène du suicide ».

Le ministère a justifié sa requête par le rôle que joue le discours religieux dans le traitement des phénomènes sociaux négatifs dont la multiplication des cas de suicide ou des tentatives de suicide qui se contredisent avec les enseignements de l'islam qui appelle à la préservation de la vie humaine.

Les imams sont ainsi appelé à se référer au texte coranique et aux enseignements de l'islam qui prônent la protection de la vie humaine tout en rappelant la punition que subira la personne ayant commis le suicide.



nlessma
la télé du grand nord

06-11-2015

MAROC: L'ACTRICE PRINCIPALE DE "MUCH LOVED" VICTIME D'UNE AGRESSION À CASABLANCA

L'actrice principale du film polémique « Much Loved » Lobna Abidar a été sauvagement agressée à son arrivée hier soir à Casablanca.

Dans une vidéo publiée sur sa page officielle Facebook, l'actrice marocaine, a indiqué qu'aucun commissariat ni hôpital n'a voulu l'accepter et que toutes les personnes qu'elle avait rencontré l'ont rejeté pour son rôle de prostituée dans le long métrage « Much Loved » de Nabil Ayouch.

Rappelons que le film « Much Loved » ou « Ezzine Elli Fik » sera diffusé lors des JCC en Tunisie.



nlessma
la télé du grand nord

10-11-2015

LE CANADA DÉTERMINÉ POUR L'ACCUEIL DE 25 000 RÉFUGIÉS SYRIENS

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, John McCallum, a maintenu la décision de son gouvernement d'accueillir 25 000 réfugiés syriens d'ici la fin de l'année 2015, tout en soulignant l'importance de « bien faire les choses ». « On ne veut pas le faire rapidement et mal. On veut le faire rapidement et bien. Je pense que les Canadiens veulent accueillir ces gens mais ils veulent que ce soit bien fait », a-t-il ajouté.



nlessma
la télé du grand nord

09-11-2015

CALAIS : VIOLENCES ENTRE MIGRANTS ET FORCES DE L'ORDRE... 16 POLICIERS BLESSÉS

Des heurts entre migrants (venus essentiellement d'Afrique de l'Est, du Moyen-Orient et d'Afghanistan) et forces de l'ordre à proximité du camp de Calais, ont eu lieu dans la nuit de ce dimanche à lundi, 08 à 09 Novembre 2015. Ce qui a engendré 16 blessés légers parmi les policiers, a indiqué lundi la préfecture du Pas-de-Calais. Il convient de noter que suite à d'importants travaux de sécurisation à Calais, les migrants ont échoué à rejoindre la Grande-Bretagne.

Radio

Sources	Infos
 <p>08-11-2015</p>	<h3>تونس ضمن قائمة الدول الأقل حضورا للمرأة في الحكومات</h3> <p>جاءت تونس ضمن الدول الأقل حضورا لنسائها بالحكومات بحسب خارطة تفاعلية نشرها موقع كندي يرصد تواجد المرأة بالحكومات في العالم.</p> <p>وزعت هذه الخارطة الدول إلى 3 مناطق وبحسب نسب حضور المرأة بحكومات هذه الدول.</p> <p>وتتوزع هذه النسب إلى أعلى من 50 بالمائة وأساسا في فرنسا وكندا ودول اسكندنافية وإلى نسب أقل من 50 بالمائة وتتجاوز الـ 20 بالمائة وتتمركز في الولايات المتحدة و افريقيا الجنوبية وبعض الدول الاسكندنافية ونيوزيلاندا فيما جاءت موريتانيا الدولة العربية الوحيدة التي تقدر فيها نسبة تواجد المرأة بالحكومة نحو 27 بالمائة.</p> <p>وجاءت تونس ضمن الدول التي تتواجد بها المرأة بأقل من 20 بالمائة، وتقدر نسبة حضور المرأة بالحكومة التونسية نحو 10.5 بالمائة وبوزيرتين اثنتين من اجمالي 19 وزيرا، ومن دون اعتبار كتاب الدولة بالحكومة التونسية، حسب هذه الخارطة التفاعلية التي نشرها موقع "راديو كندا".</p> <p>ولاحظ نفس المصدر أن 8 دول في العالم تتشكل حكوماتها من رجال فقط وهي السعودية البوسنة وبروناي والمجر وباكستان وسلوفاكيا ومملكة تونغا وجمهورية فانواتو وتسنأثر النساء الوزيرات في العالم بحقائب الشؤون الاجتماعية والبيئة والمرأة والسرة والتربية والثقافة، أساسا</p>
 <p>07-11-2015</p>	<h3>Raoudha Karafi : Les juges subissent des pressions dans les affaires "Belaid" et "Sidi Lakhmi"</h3> <p>La présidente de l'association des magistrats tunisiens Raoudha Karafi a indiqué ce samedi 7 novembre 2015 que les juges sont sujets à des pressions politiques et médiatiques, et ce dans le cadre de plusieurs affaires dont notamment celles de Belaid et de la mosquée Sidi Lakhmi à Sfax.</p> <p>Des parties politiques ont lancé des campagnes politiques avec l'appui de certains médias pour intimider les juges dans différentes affaires.</p>



09-11-2015

Festivités du prix Nobel : Le SNJT étudie la possibilité de porter plainte contre le président de la République

Le Syndicat National des Journalistes Tunisiens, a décidé de boycotter les festivités de l'attribution du prix Nobel de la paix au Palais de Carthage, et ce, pour avoir accordé l'exclusivité de transmission à la chaîne Nessma TV.

Lors d'un communiqué rendu public ce lundi 9 novembre 2015, le SNJT a dénoncé les agissements de la présidence de la République, ainsi que le traitement de faveur effectué en faveur de la chaîne télévisée, qui a ouvertement soutenu la campagne électorale de Béji Caïd Essebsi. Le SNJT étudie également la possibilité de porter plainte à l'encontre du président de la République pour abus de pouvoir.



13-11-2015

في زيارة كيري تونس : بحث تفعيل إستراتيجية مقاومة العنف والإرهاب

أعلن وزير الخارجية الطيب البكوش خلال ندوة صحفية مشتركة مع نظيره الأمريكي جون كيري في مقر وزارة الخارجية عن تكوين 3 فرق عمل لمواصلة الحوار الاستراتيجي التونسي الأمريكي متعلقة أساسا بالأمن والدفاع والتنمية الاقتصادية والتعاون العلمي التكنولوجي.

كما أشار البكوش إلى إمضاء وثيقة تعبير عن نوايا تتعلق بالضمان الأمريكي للقروض التونسية لتحقيق مزيد التنمية السريعة لتونس ، وأضاف الطيب البكوش انه يتم التفكير في كيفية تطبيق استراتيجية لمقاومة العنف والإرهاب والتي سيتم عرضها قريبا على مجلس وزاري والمجلس الاعلى للامن القومي للموقاية من الإرهاب والتعامل مع العائدين من بؤر التوتر.

ومن جهته أكد وزير الخارجية الأمريكي خلال الندوة الصحفية التي حضرها مبعوثنا بسام بن خليفة أن حصول تونس على جائزة نوبل للسلام هو مفخرة للرباعي ولتونس بأكملها في بناء الديمقراطية والمستقبل لتونس



12-11-2015

JCC : Le film marocain « Much Loved » ne sera pas censuré ni soumis à des restrictions d'âge

Le film marocain « Much Loved » du réalisateur Nabil Ayouch,

interdit de projection au Maroc, est programmé en compétition officielle de la 26ème édition des JCC.

Contacté par Express FM, le membre du comité artistique et chargé de la programmation des Journées Cinématographiques de Carthage 2015 (JCC), Sami Tlili, a indiqué que tous les films en compétition ont été choisis pour leurs qualités cinématographiques niant toute rumeur qui circule à propos du retrait de quelques scènes « intimes » du film marocain ou bien toute intention de le soumettre à des restrictions d'âge.

Sami Tlili a précisé que les détails concernant les films sélectionnés pour les JCC sont mis en ligne sur le site internet (jcc.tunisie.org) y compris « Much Loved ».

Rappelons que la comédienne Loubna Abidar, premier rôle du film en question, a quitté le Maroc pour se réfugier en France suite à son agression.

نداء تونس : خميس قسييلة رئيس لجنة الحقوق والحريات عوضا عن بشرى بالحاج حميدة



11-11-2015

أكد النائب عن حركة نداء تونس في مجلس نواب الشعب حسن العماري أنه تم تعويض النائب عبادة الكافي رئيس لجنة التشريع العام بشاكر العيادي وتعويض بشرى بالحاج حميدة بعد طلبها التخلي عن رئاسة لجنة الحقوق والحريات بالنائب خميس قسييلة وذلك في إطار إجتماع الكتلة اليوم والذي تم فيه النظر في مساعدي رئيس المجلس ورؤساء اللجان حسب ما أكده في تصريح لمبعوثة إكسبراس أف أم الى المجلس وفاء الطرابلسي

Communiqués

Sources

Communiqués



09-11-2015

تونس في 9 نوفمبر 2015

حول إسناد رئاسة الجمهورية لقناة تلفزيونية خاصة تأمين النقل المباشر والحصري لوقائع حفل تكريم الرباعي الفائز بجائزة نوبل للسلام

ورد على الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري مراسلة رسمية من مؤسسة التلفزة التونسية مفادها أنها ارتأت عدم البث المباشر لوقائع حفل تكريم الرباعي المتحصل على جائزة نوبل للسلام المنعقد صباح اليوم الاثنين 09 نوفمبر 2015 بالقصر الرئاسي بقرطاج وذلك لأنه وقع التكليف الحصري للقناة الخاصة "نسمة" بنقل حيثيات الحفل والاكتفاء بتمكين بقية القنوات التلفزيونية الخاصة و العمومية من الحصول على الشارة من خلال تردد مدفوع الأجر وفره الديوان الوطني للإرسال الإذاعي والتلفزي بطلب من قناة "نسمة".

وقد اعتبرت التلفزة التونسية أن هذا القرار الصادر عن مؤسسة رئاسة الجمهورية يعد سابقة من نوعها باعتبار أن تغطية مثل هذه التظاهرات من صميم مهام المرفق الاعلامي العمومي

: وإثر تداول مجلسها يهم الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري التأكيد على ما يلي

- تعتبر الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري هذا القرار الصادر عن مؤسسة رئاسة الجمهورية خرقاً لمبادئ الشفافية والمنافسة النزيهة بين مختلف منشآت الاتصال السمعي والبصري.
- تعتبر أن إسناد حق البث المباشر لقناة "نسمة" الخاصة ودعوة التلفزة التونسية العمومية وبقية القنوات الخاصة إلى الاكتفاء بزواوية نظر هذه القناة يعدّ مساً من حرية هذه المؤسسات واستقلالية خطها التحريري .
- تشدد الهيئة على أنه لا يجوز إقصاء الإعلام العمومي من الاضطلاع بدوره باعتباره يتحمل جملة من الالتزامات تقتضي تخصيص الفضاءات الضرورية لتغطية الأحداث ذات العلاقة بالشأن العام إضافة إلى التزاماته تجاه الجمهور وحقه في الإعلام و المعرفة
- تنبّه الهيئة إلى خطورة التداخل بين العمل السياسي و العمل الاعلامي و تذكر أنها أشارت في أكثر من مناسبة للشبهات المتعلقة بانتفاء صاحب قناة نسمة لحزب نداء تونس مما وقر له امتيازات خاصة مثلت خرقاً لمبادئ المنافسة النزيهة وإخلالاً بقواعد الحياد والممارسة الديمقراطية

السليمة. ونظرا لأن هذه الشبهات قد تراكمت وتحولت إلى حقيقة أقرها صاحب القناة بنفسه، فإن هذه الوضعية تستوجب اتخاذ القرارات اللازمة في أقرب الآجال.

تشدد الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري على ان عدم السماح لسائر الصحفيين □ بالقيام بدورهم في التغطية والنقل بكل استقلالية يعدّ مؤشرا خطيرا قد يؤدي الى ضرب حرية العمل الصحفي واستقلاليتيه .

وختاما فإن الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري تدعو جميع السلطات إلى إحترام النصوص القانونية والترتيبية المنظمة للمشهد الإعلامي السمعي والبصري كما تدعوها الى إحترام حرية وإستقلالية المرفق الاعلامي العمومي والجمعياتي والخاص

عن الهيئة العليا المستقلة

للاتصال السمعي والبصري

الرئيس

النوري اللجمي

تونس في 09 نوفمبر 2015

نقابة الصحفيين تقاطع الاحتفال بجائزة نوبل للسلام وتدرس إمكانية رفع قضية برئيس الجمهورية

نقابة الصحفيين تقاطع الاحتفال بجائزة نوبل للسلام وتدرس إمكانية رفع قضية برئيس الجمهورية

قامت رئاسة الجمهورية اليوم بمنع الصحفيين ووسائل الاعلام السمعية والبصرية العمومية والخاصة من تغطية الاحتفال بجائزة نوبل للسلام بقصر قرطاج، ولم تسمح للزملاء الصحفيين والمصورين من دخول القصر مقابل السماح الحصري لقناة "نسمة" الخاصة بتصوير كل مجريات الاحتفال وإقضاء بقية المؤسسات الاعلامية بما في ذلك الإعلام العمومي

وعليه تعبر النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين عما يلي

مقاطعتها للاحتفال بجائزة نوبل للسلام الذي نظمته رئاسة الجمهورية احتجاجا على عدم احترام - الصحفيين الذين أنجحوا مختلف مراحل الحوار الوطني، ومصادرة حقهم في ممارسة عملهم بالإضافة إلى الاعتداء السافر على الحق في المعلومة

تندد بحرمان الاعلام العمومي من تغطية الحدث في ضرب سافر لدور المرفق العمومي، وهو ما - تعتبره النقابة عقابا للتلغزة العمومية على عدم انصياها لسياسة رئيس الجمهورية خاصة مع تواتر



09-11-2015

معطيات عن غضب الرئيس الباجي قائد السبسي على أداء التلفزة التونسية

تستنكر منح حق التصوير الحصري لقناة خاصة تربط صاحبها علاقات سياسية وحزبية برئيس -
الجمهورية وهو ما يعتبر محاباة وتدخلا سياسيا في الاعلام وانحيازاً من الرئيس لقناة دعمته في
حملته الانتخابية

وتدرس النقابة امكانية رفع قضية برئيس الجمهورية في تجاوز السلطة وشبهة تضارب المصالح

وتذكر النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين الرأي العام بأن الرئيس الباجي قائد السبسي أغلق ابواب
قصر قرطاج امام الاعلام منذ توليه السلطة سعياً منه لتوجيه الصحفيين وتلميع صورته في استعادة
منه لنهج الدعاية زمن حكم الاستبداد

عن المكتب التنفيذي

الرئيس

ناجي البغوري